

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.62234

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Gerhard MÜLLER, Frank BOBLENZ, Heinrich Luden als Parlamentarier. Ein Beitrag zur frühen Parlamentsgeschichte Sachsen-Weimar-Eisenachs 1816–1832. Landschafts- und Landtagssyndikus Bernhard Friedrich Rudolf Kuhn. Eine biographische Skizze, Weimar (Wartburg) 1998, 234 p. (Schriften zur Geschichte des Parlamentarismus in Thüringen, 10).

C'est le 2 février 1817 que se réunit pour la première fois à Weimar le Parlement régional du grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, parlement issu d'élections libres, même si le nombre d'électeurs ne représentait que 40% de la population. Les «pères» de la Constitution du 5 mai 1816 voulurent créer un modèle politique, notamment l'un d'entre eux, Heinrich Luden (1778–1847), professeur d'histoire à l'université de Jena, très proche des corporations estudiantines. A l'instar de ses collègues Lorenz Oken et Jakob Friedrich Fries il fit partie de cette nouvelle génération de professeurs ouverts aux mutations politiques de leur époque.

Deux aspects caractérisent la pensée politique de Luden: l'élaboration d'un concept de nation par la bourgeoisie et la création d'une forme moderne de l'État, garant des libertés fondamentales et de la sécurité des citoyens. En 1813, Luden se lança dans le journalisme politique: son mensuel *Nemesis* (1814–1819) se voulait une contribution aux luttes contre la domination étrangère. Mais depuis la fête des étudiants à la Wartburg les mesures de répression metternichiennes et les pressions sur le gouvernement de Weimar, jugé trop libéral, s'accrochèrent. Luden s'en était pris notamment à Kotzebue et pour lui, le maintien de la liberté de la presse et de l'enseignement universitaire était capital. Les décisions du congrès de Karlsbad anéantirent le travail de Luden qui se consacra à l'élaboration d'une charte des impôts. Elu député en 1822, il ne cessa de demander que les séances du «Landtag» soient ouvertes au public. Il fut à l'origine des débats sur une nouvelle réglementation du statut des Juifs (l'égalité des droits fut obtenue en 1823). L'année 1823 représente d'ailleurs une période très importante pour l'évolution des structures du pouvoir et du fonctionnement de la Constitution. Pourtant Luden fut l'objet d'une surveillance constante, car considéré comme élément subversif par son enseignement et son soutien sans faille des corporations d'étudiants. On ne lui pardonnait pas non plus sa popularité. L'année 1832 vit se restreindre toutes les libertés chèrement acquises, ce fut aussi l'année de la mort politique de Luden – l'année de la fin de la politique de réforme constitutionnelle de l'époque de Charles-Auguste. Il faudra attendre 1847 pour voir le Parlement sortir de sa léthargie.

La deuxième partie de cet ouvrage est une esquisse biographique de l'avocat Bernhard Friedrich Rudolf Kuhn (1774–1840), qui fut une sorte de secrétaire général («Landtagssyndikus») du Parlement de Weimar, à la fois rapporteur et archiviste de 1817 à 1840. Une aussi longue activité permet de suivre de près les travaux de cette assemblée. La fonction qui existait dans le grand-duché depuis 1627 représentait également un lien entre les différents groupes sociaux, les «Stände», et fait objet de descriptions détaillées (prérogatives, rémunérations, cumul de fonctions ...). Après 1848, la prise en sténographie des procès-verbaux des séances et travaux réduisit considérablement l'importance de la fonction.

Marianne WALLE, Rouen

Manfred BOTZENHART, 1848/49: Europa im Umbruch, Paderborn (Schöningh) 1998, 285 p. (UTB für Wissenschaft: Uni-Taschenbücher, 2061).

Au milieu du dix-neuvième siècle, l'Europe était en pleine mutation structurelle, économique et sociale. C'était la fin de la société agraire, aux structures féodales, encore très cloisonnée, malgré les débuts de la révolution industrielle. L'ouvrage commence par un état des lieux de différents pays européens entre la restauration et la révolution depuis 1832: souplesse du système politique britannique ouvert aux réformes, violences des guerres civiles au Portugal, en Espagne et en Grèce alors que le gouvernement autocratique dominé

par la noblesse assure à la Russie un calme relatif. Les mouvements de libération dans les différents États d'Italie, la situation en France, la crise économique qui sévit dans l'ensemble de l'Europe, le paupérisme sont décrits et analysés avec justesse. C'est la Belgique qui devient un modèle de monarchie parlementaire, grâce à la sagesse du gouvernement de Léopold I^{er}.

A partir du deuxième chapitre l'auteur met l'accent sur la situation des États allemands et de la monarchie des Habsbourg en opposant la stagnation de la politique autrichienne au dynamisme économique et commercial de la politique de la Prusse, surtout depuis la création du »Zollverein«. En tentant de répondre à la question initiale, à savoir quelles furent les forces dynamiques des révolutions européennes de 1848, l'auteur analyse les différents courants de la pensée politique en Allemagne, dans chacun des pays de l'Empire des Habsbourg: le mouvement national tchèque composé essentiellement de l'intelligentsia pragoise, les mouvements en Hongrie, en Galicie, s'attarde longuement sur les mouvements sociaux à Vienne, les protestations politiques et l'escalade de la violence dans la capitale de l'Autriche – sans oublier la Prusse entre mars 1848 et l'octroi d'une Constitution, les associations politiques, la vie publique à Berlin.

Un chapitre est consacré à l'organisation de la société nouvelle, à la naissance des partis et au mouvement ouvrier allemands, des associations professionnelles et de défense des intérêts économiques. Il ne faut pas négliger l'engagement social des églises, nettement plus marqué du côté catholique grâce à Adolf Kolping et la situation des Juifs entre la discrimination, l'émancipation et l'assimilation. La Constitution est l'objet d'une analyse détaillée, comme le problème de la grande ou de la petite Allemagne, puis la défaite de la révolution en Europe centrale, en Italie, en France.

L'ouvrage est un travail intéressant sur les dimensions internationales de la révolution de 1848: la cause décisive de l'échec de la révolution la trouverait-on dans l'histoire et la politique des Habsbourg? Mais il reste des aspects positifs dans le bilan de l'époque révolutionnaire, même pour l'Allemagne, car un échec peut ouvrir la voie à une ère nouvelle.

Marianne WALLE, Rouen

Dieter HEIN, *Die Revolution von 1848/49*, München (C. H. Beck) 1998, 143 p. (C. H. Beck Wissen in der Beck'schen Reihe, 2019).

Avec beaucoup de compétence, l'auteur nous brosse un tableau à la fois concis et précis sur les causes, le déroulement et les conséquences de la révolution de 1848. Son travail se base sur l'analyse de deux objectifs fondamentaux. Il s'agit d'abord de l'objectif d'une société qui devait impérativement s'émanciper des structures rigides et sclérosées d'un État corporatiste empêchant toute organisation autonome et toute projection dans l'avenir – l'avenir d'une société impliquant l'idée de citoyenneté et de libéralisme économique. Le second objectif est celui d'un état national doté d'une constitution selon l'idéal unitaire de la bourgeoisie libérale.

L'analyse des institutions politiques de la révolution, de l'impact et de la portée du dynamisme révolutionnaire sur les différentes couches de la société ainsi que des tensions souvent vives au sein du mouvement révolutionnaire est bien documentée. On sait trop peu de choses, dit l'auteur, sur l'impact sur les milieux de la petite bourgeoisie, sur les rapports entre les revendications économiques et sociales qui, elles, furent concrètes et les objectifs politiques qui relèvent, eux, de la théorie. L'impact fut très inégal aussi selon les régions comme le centre de la Prusse, de larges parties de la monarchie habsbourgeoise, la Bavière, où la révolution est restée limitée à quelques centres urbains. Les interférences des événements révolutionnaires au niveau national et au niveau local sont perçues avec justesse. Le dilemme de la révolution de 1848/49: constituer un état national selon les conceptions de la